



Numéro 20 - Mai 2014

Bulletin de l'Action sociale

Soutenir le retour à l'emploi des actifs les plus fragiles

Les contrats d'aide à l'emploi en 2012 : des entrées en hausse et des contrats toujours ciblés sur les publics en difficulté /BAHU Marlène.

En 2012, 498 000 conventions de contrats aidés ont été signées soit une augmentation de 12 % par rapport à 2011. Dans un contexte de persistance du chômage et d'augmentation continue de la durée passée au chômage, les CUI-CAE (Contrat unique d'insertion - Contrat d'accompagnement dans l'emploi) devaient être ciblés en priorité sur l'ensemble des chômeurs de longue durée, notamment les jeunes en difficulté et les seniors, ainsi que sur les bénéficiaires du RSA.

Dares - Analyses, 21, mars 2014, 15 p.
<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-021.pdf>

Les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique : profil, accompagnement et situation à la sortie /AVENEL Marie/REMY Véronique.

En 2012, la Dares a mené une enquête auprès de personnes ayant été recrutées entre septembre et décembre 2010 dans une structure de l'insertion par l'activité économique (IAE). Les personnes embauchées dans les structures de l'IAE sont plutôt des hommes, souvent peu qualifiés et bénéficiaires de minima sociaux. 60% d'entre elles ont connu auparavant soit une succession d'emplois temporaires, soit un ou plusieurs épisodes de chômage après une première phase d'emploi stable. Début 2012, soit environ 18 mois après leur embauche dans une structure de l'IAE, 72% des personnes interrogées ont quitté cette structure. Parmi elles, 40% déclarent occuper un emploi, et 7%, suivre une formation.

Dares - Analyses, 20, mars 2014, 16 p.
<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-020v3.pdf>

Aider les aidants familiaux

Comment aider les aidants ?

En France, plus de huit millions de personnes soutiennent, accompagnent et aident leurs proches dépendants dans leur quotidien, tout en assumant leur travail et leur vie de famille. Des initiatives et des dispositifs se mettent en place pour les aider à mieux vivre leur rôle d'aidant et à tenter de le concilier avec une vie personnelle et professionnelle accomplies. Statut, droits, formation, soutien des associations et des entreprises, solutions de répit et de vacances, ce dossier spécial dresse un panorama des aides aux aidants et des solutions qui existent pour lutter contre leur isolement.

Etre handicap information, 131, mai-juin 2014, 18 p.

Accompagner le grand âge en perte d'autonomie

Soutien à domicile

Conditions d'emploi, syndicalisme et dialogue social dans l'aide à domicile /PUISSANT Emmanuelle/RICHEZ-BATTESTI Nadine.

Ce numéro aborde au travers de trois premiers articles les enjeux de la mesure des emplois de l'aide à domicile, en soulignant le risque d'une trappe à précarité et la difficulté d'aborder les questions de santé au travail. Une seconde

série d'article porte sur le dialogue social dans le secteur et les enjeux tant au niveau national qu'au niveau des territoires.

Ires - La Revue, Spécial 78, 3ème trimestre 2013, 2014, 153 p.
<http://www.ires.fr/publications/la-revue-de-lires/575-la-revue-de-l-ires-n-78-2013-3-numero-special-conditions-d-emploi-syndicalisme-et-dialogue-social-dans-l-aide-a-domicile>

Fin de vie : les aides à domicile en première ligne /SEDRATI-DINET Caroline.

Accompagnant chez elles et au quotidien les personnes âgées dépendantes, les aides à domicile sont régulièrement confrontées à des situations de fin de vie particulièrement difficiles à vivre. Cet article montre l'importance d'une politique de soutien aux aides à domicile et préconise, notamment, une prise en charge psychologique des aidants ainsi qu'une coordination des actions avec les intervenants sanitaires. Il pointe également le manque de formation des aides à domicile face à la fin de vie des personnes âgées.

Actualités sociales hebdomadaires, 2857, 25/04/2014, 5 p.

Intervenir chez des personnes très dépendantes /CZAJA Xavier/RAGUENES René.

Plus la dépendance est lourde, plus la situation est complexe pour les services d'aide à domicile. Pour les intervenants professionnels, cela provoque des difficultés morales et physiques. Ce numéro donne des pistes pour que les aides à domicile soient mieux armées pour répondre aux situations de dépendance.

Doc'Domicile, 33, février-mars-avril 2014, 10 p.

Logement / Habitat

Les retraités et leur logement.

La plupart des retraités sont propriétaires de leur logement, des logements souvent "sous-peuplés", un ménage de plus de 65 ans disposant en moyenne de 4 pièces. Les comportements des retraités en matière de logement démontrent une certaine mobilité résidentielle tandis que la cohabitation intergénérationnelle ne rencontre qu'un succès limité. Les dispositifs d'aménagement du logement face au vieillissement doivent être accentués. Enfin, le patrimoine immobilier se révèle être un bien particulier, d'usage que l'on habite, tandis que les produits financiers permettent de liquider ce patrimoine, tels que la vente en viager et le prêt hypothécaire.

Conseil d'orientation des retraites - La lettre, 08/02/2014, 8 p.
<http://www.cor-retraites.fr/IMG/pdf/doc-2220.pdf>

Solutions alternatives d'hébergement

L'accueil familial des personnes âgées et handicapées (première partie) /ANDRE Sophie.

L'accueil familial des personnes âgées et des personnes handicapées par des particuliers constitue un mode d'accueil intermédiaire entre le maintien à domicile et le placement en établissement. Il est régi par des dispositions particulières fixées par le code de l'Action sociale et des familles. Cet article propose un point sur le dispositif et en particulier le cadre juridique de l'agrément.

Actualités sociales hebdomadaires, 2852, 21/03/2014, 5 p.

L'accueil familial des personnes âgées et handicapées (suite et fin) /ANDRE Sophie.

Cette deuxième partie du dossier est consacrée au statut applicable aux accueillants familiaux, selon qu'ils exercent de bon cœur ou qu'ils sont salariés, aux relations qu'ils entretiennent avec la personne accueillie et la possibilité de recourir à un tiers régulateur.

Actualités sociales hebdomadaires, 2853, 28/03/2014, 10 p.

La maison de retraite à domicile.

La formule M@DO, lancée par la Fondation Caisses d'épargne pour la solidarité, propose aujourd'hui une solution intermédiaire entre le domicile et l'établissement pour les personnes âgées.

Journal de l'action sociale, 185, 15/03/2014, 2 p.

Etablissements d'hébergement

L'évaluation de la perte d'autonomie et des besoins en soins.

Avec la publication de l'ensemble des textes nécessaires, les nouvelles règles d'évaluation et de validation du niveau de perte d'autonomie et des besoins en soins requis des résidents en établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes sont applicables. Ce dossier juridique fait le point.

Travail social actualités, 50, mars 2014, 11 p.

Politique vieillesse

Attention, fragile... /CHESNE Garance.

Alors que le nombre des personnes âgées de plus de 85 ans devrait tripler d'ici 2050 et que l'espérance de vie en bonne santé s'allonge, anticiper la perte d'autonomie s'inscrit aujourd'hui au cœur des politiques publiques en faveur du vieillissement. Cette priorité se justifie par le bien vieillir des aînés et par la nécessité de mieux maîtriser les dépenses de santé.

[Journal de l'action sociale, 185, 15/03/2014, 2 p.](#)

Le dernier mois de l'existence : les lieux de fin de vie et de décès en France /AUBRY Régis/CASES Chantal/GAYMU Joëlle...

Si trois personnes sur cinq décèdent à l'hôpital, l'analyse des parcours de fin de vie révèle des nuances. Ce décès est lié à un séjour plus ou moins long à l'hôpital : 28% n'ont été hospitalisées que dans la dernière semaine de leur vie et seules la moitié étaient hospitalisées un mois avant leur décès. L'étude montre également que le type de maladies et la finalité des traitements conditionnent les lieux de fin de vie des patients car toutes les situations cliniques ne permettent pas le maintien à domicile de ces personnes.

[Population, 2013-4, octobre 2013, 31 p.](#)

http://www.ined.fr/fichier/t_telechargement/67079/telechargement_fichier_fr_population2013.pennecetal.pdf

LFSS 2014 : ce qui change pour les établissements et services /LAGA Lydia/VINCENT Sandrine.

Fin de la tarification à la performance dans les Ehpad, gestion du crédit du Plan d'aide à l'investissement (PAI) par les ARS et attribution de 30 millions d'euros au fonds d'aide à la restructuration des services d'aide à domicile, telles sont les principales mesures de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 intéressant le secteur médico-social.

[Actualités sociales hebdomadaires, 2850, 07/03/2014, 7 p.](#)

Projet de loi d'orientation et de programmation pour l'adaptation de la société au vieillissement /BOUTRAND Monique/PRADA Daniel.

La population française connaîtra d'ici 2035 un fort vieillissement. Adapter notre société au vieillissement implique d'imaginer des espaces urbains, des transports, des logements, qui autorisent les âgés à rester chez eux même s'ils deviennent plus vulnérables. Les accompagner dans leur projet de vie suppose une prise en compte de leurs besoins. Le projet de loi apporte certaines réponses comme la revalorisation de l'APA ou le droit au répit des aidants. Il aborde également la question des droits des personnes âgées et de leur représentation. Le CESE considère que ce projet de loi va dans le bon sens en proposant un changement de regard sur le vieillissement et des mesures d'anticipation de la perte d'autonomie. Pour autant, la réponse aux besoins appellera des financements supplémentaires au delà des 645 millions de la seule contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie prévue aujourd'hui.

Paris : Les éditions Journaux officiels (Avis du Conseil économique, social et environnemental, 10), 2014, 114 p.

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2014/2014_10_projet_loi_programmation_vieillissement.pdf

Le bulletin bibliographique est disponible sur agircarro-actionsociale.fr, rubrique Documentation.